



8 Mai 1945 : Printemps cruel, espoirs de liberté, enseignements

Témoignage

Par [Sadek Hadjerès](#)

Mondialisation.ca, 10 mai 2007

10 mai 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Pourquoi, et dans quel esprit ce témoignage ? Je l'apporte en pensant surtout à la jeunesse d'aujourd'hui, à qui les cercles officiels ont réussi non seulement à faire ignorer leur histoire mais jusqu'à leur faire perdre le goût de la connaître. Tellement sa présentation désincarnée et souvent fallacieuse est perçue par les jeunes générations avant tout comme un instrument pour légitimer des pouvoirs et des agissements autoritaires.

Or l'histoire et la mémoire de notre peuple n'ont pas à servir de faire-valoir ou rester la propriété de « vétérans » qui en font commerce, dont certains d'ailleurs en ont été absents ou y ont joué un rôle peu reluisant. L'histoire et la mémoire n'ont pas à être pervertis en commentaires brodés pour médaillés, pensionnés ou dirigeants du jour.

Il est normal que l'Histoire des grands moments de la libération revienne à la jeunesse d'aujourd'hui dont les parents et grands parents ont été eux aussi des jeunes gens et jeunes femmes qui ont souffert et sont tombés à la fleur de l'âge, pour les mêmes aspirations à la liberté et à la dignité dont sont aujourd'hui cruellement frustrés les hittistes, les harragas, les diplômés sans emploi, les jeunes femmes brimées, les habitants des campagnes et montagnes abandonnées, les cadres méprisés, les citoyens étouffant dans leur morne et difficile vie quotidienne.

Les jeunes ont des raisons de préférer regarder ailleurs quand ils voient lors des cérémonies officielles des notables s'aligner protocolairement l'espace d'un court instant en implorant la rahma pour les choudhada, avant de courir à nouveau vers leurs manigances d'affaires ou de pouvoir. Les martyrs du colonialisme et de la révolution n'ont pas besoin d'intercesseurs et de prières hypocrites pour la rahma ou une place au Paradis. Il y a longtemps qu'ils ont obtenu cette miséricorde de leur Seigneur ou dans le coeur de leurs concitoyens, par leur sacrifice, leur loyauté en actes envers leur foi patriotique ou religieuse. Ce dont ont besoin leurs descendants et leurs familles aujourd'hui, c'est de voir traduits en réalités les espoirs qui avaient animé leurs aînés et leur ont donné courage quand ils ont été fauchés par les balles, brûlés au napalm, leurs maisons détruites et leurs familles décimées ou dispersées.

Pourquoi compenser les baisses de crédibilité des pouvoirs en place par une inflation de commémorations formelles d'où la société dans ses larges composantes est absente par déception et désaveu ? Le 8 Mai 45 ne doit pas servir à nos gouvernants et nos media seulement lorsque les rapports se tendent avec l'ancienne puissance occupante et qu'on redécouvre de nouveaux charniers et photographies de destructions ou de sévices pour

riposter au refus de « repentance » et aux discours pseudo-civilisateurs colonialistes.

Le vrai message du 8 mai 45 est celui des disparus ou encore vivants, dont je fus le compagnon et qui par leur engagement d'alors, voulaient signifier à ceux qui leur succéderaient dans l'Algérie nouvelle : défendez la soif de liberté, de dignité, l'aspiration démocratique et sociale que nous vous laissons en héritage. Si notre action n'a pas suffi pour changer l'Algérie selon nos espoirs et les vôtres, continuez à vous battre par les voies appropriées à l'époque nouvelle pour être traités en êtres humains et non comme du bétail. Quel que soit le drapeau derrière lequel elle se cache, quelles que soient ses méthodes violentes ou insidieuses, la hogra reste toujours la hogra pour ceux qui la subissent. Vous avez raison de ne pas écouter les boniments sur l'Histoire ; soyez à l'écoute des aspirations et espoirs qui ont soutenu vos aînés dans les conditions qui apparaissaient les plus désespérées. Ces sentiments ont été les mêmes que ceux qui vous remuent aujourd'hui, vous trouverez dans des conditions nouvelles le goût et le courage de redonner au combat politique et social son efficacité et sa noblesse, grâce auxquelles de « bicots » nous sommes devenus plus respectables. Il nous reste, dans un monde encore plus difficile, à conquérir les attributs réels de citoyens libres et égaux, qui jusqu'à ce jour ne sont reconnus que formellement par ceux qui, consciemment ou inconsciemment, vident l'Histoire de sa substance humaine et populaire.

Panorama autour de Mai 1945

J'avais alors dix sept ans. Mon temps était partagé entre Alger (Ben Aknoun) où j'étais interne lycéen préparant mon bac et la localité de Larbâa dans la Mitidja où habitaient mes parents. Je suivais dans cette localité le groupe des jeunes SMA dont j'étais responsable depuis sa fondation deux ans auparavant. Je militais donc des deux côtés, notamment dans le groupe PPA du lycée, où activaient également les jeunes amis et camarades dont la lutte pour l'indépendance a retenu les noms, comme Laimèche Ali, Mohand Ouyidir Ait Amrane, Hocine Ait Ahmed, Ammar Ould Hammouda, Said Chibane, Omar Oussedik et bien d'autres.

C'est progressivement au cours des semaines suivantes que nous avons appris et mesuré l'ampleur et la sauvagerie des massacres du Constantinois. Surtout par le « bouche à oreille » et en constatant partout la mobilisation haineuse et massive des services de répression coloniale.

Cette période avait été précédée par un intense bouillonnement politique. Les colonialistes ne pouvaient comprendre la profondeur de ce courant historique. Ils ne comprenaient pas que la puissante vague de fond des aspirations des peuples de tous les continents depuis la deuxième guerre mondiale, atteindrait aussi nos rivages méditerranéens, se greffant sur la volonté de changement d'un peuple opprimé et exploité depuis plus d'un siècle. Dans leur aveuglement et leur affolement, ils assimilaient les évolutions qu'ils constataient à des émeutes faciles à écraser en montrant et utilisant leurs armes et en emprisonnant et torturant les « meneurs ».

Une semaine auparavant, ils avaient tiré sur la manifestation patriotique du 1er Mai à Alger organisée par le PPA. Le soir même nous en avons été informés par nos maîtres d'internat algériens qui ne dissimulaient pas leur joie et leur fierté de cet événement. Le regretté Bennaï Ouali de son côté, responsable du PPA dans l'Algérois et en Kabylie, chargé aussi (avec auparavant Abdallah Filali) du suivi des organisations étudiantes, était venu à Ben Aknoun nous informer. Un pansement sur le front, car une balle l'avait éraflé alors qu'il était aux premiers rangs de la manifestation, il ne cachait pas que l'agitation politique de masse

ne faisait que commencer, et qu'avec la fin imminente de la guerre mondiale, elle prendrait de l'ampleur sur tout le territoire, pour exprimer la volonté algérienne de prendre sa part de la liberté dans le monde.

Quelques jours plus tard, à la veille du 8 mai, les cloches d'églises sonnaient pour annoncer la fin de la guerre. Les enseignants et les élèves européens se rassemblaient en liesse sous le drapeau français devant l'entrée principale du lycée en entonnant la Marseillaise. Nous, les quelques dizaines d'Algériens nous sommes dispersés derrière les arbres du parc de verdure du lycée pour échapper à la célébration d'un événement dont nous sentions qu'il ne nous apporterait pas les mêmes joies. Quelques jours de congé nous furent accordés, permettant à ceux qui n'habitaient pas loin de retrouver leurs villages.

A Larbâa durant ces journées, des rumeurs confuses mais inquiétantes circulaient sur des événements sanglants dans le Constantinois. Par l'organisation locale du PPA nous ne recevions aucune information, bien que certains s'étaient rendus à Alger pour avoir des nouvelles. L'atmosphère était lourde, la tension se mesurait aux attitudes menaçantes de la police et des européens les plus connus pour leur racisme. A mon retour au lycée, de plusieurs côtés les informations se sont multipliées. En particulier les lycéens européens exhalaient leur haine : « Il faut les mater tous, sans pitié » disaient-ils à haute voix devant nous. Le fils d'un administrateur du Constantinois, ne se contentant pas de vanter la répression exercée par les autorités de sa commune mixte, inscrivit en grandes lettres noires sur le mur d'une des quatre cours du lycée le slogan : « DERATISATION ». Il visait évidemment à provoquer les « rats » que nous étions. L'inscription resta plusieurs jours à nous insulter sans que l'administration du lycée se décide à l'effacer.

J'appris également qu'à Larbâa avaient commencé de nombreuses arrestations, en particulier celle des deux frères Sahraoui, responsables nationalistes respectés et connus (ils seront assassinés au printemps 1956 durant la guerre de libération par un groupe de colonialistes dirigés par le commissaire de police). Ils avaient été, avec le cheikh Boumendjel (instituteur père des deux avocats, Ahmed et Ali, membres des Amis du Manifeste) les créateurs du mouvement associatif local (medersa libre, cercle Al-Islah culturel et religieux, mouvement SMA). Avec eux, de nombreux membres de ces associations, dont plusieurs routiers du groupe SMA comme leur responsable Amrani Rabah furent également emprisonnés, tandis que H'midat s'échappa et devint le premier maquisard de la région dans les montagnes voisines. C'est lui qui me fit prévenir de ne pas revenir au village comme j'en avais l'habitude les fins de semaine car j'étais visé.

La police locale n'ayant pu mettre la main sur moi au village, j'appris un peu plus tard que les colonialistes s'en étaient pris à mon père, instituteur qui pourtant, occupé par ses charges professionnelles et familiales (six enfants et plus tard sept), n'était pas engagé dans des activités politiques. Le directeur « pied-noir » de son école, capitaine en cours de démobilisation, le convoqua brutalement et, brandissant vers lui un pistolet, le menaça en lui disant « nous connaissons vos idées, vous allez vous tenir à carreau ». Ce Mr Sendra, raciste viscéral, était connu entre autres pour avoir monté autour de la fontaine de la cour une barrière en bois, que seuls les écoliers européens étaient autorisés à franchir pour boire. Jusqu'au jour où le gendarme Bentaïeb intervint. La veille, son fils s'était vu interdire lui aussi d'étancher sa soif au robinet des rouama. Le père, moustaches en bataille, vint en colère casser la barrière, mettant fin à ce minable apartheid (le gendarme, futur caïd « élu » à l'Assemblée algérienne fantoche, n'aimait pas les offenses ; à cette assemblée, mécontent de l'intervention d'un délégué colon, il enleva son soulier et se mit à en battre le pupitre pour couvrir la voix du contradicteur; cet acte devancier de Khrouchtchev à l'ONU, le fit

décorer par Alger républicain du nom de « Hadj Babouche »).

Quand j'étais revenu au lycée après quelques jours d'absence comme indiqué plus haut, je n'y ai pas retrouvé certains de mes camarades, Hocine Ait Ahmed, Ammar Ould Hammouda Omar Oussedik, Ali Laimèche. Il y avait bien Ait-Amrane, qui était cloué à l'infirmerie du lycée par une grave affection pulmonaire. J'ai été d'autant plus surpris et même inquiet que les épreuves du Bacc approchaient. Avaient-ils été arrêtés par la police durant leur séjour chez eux en Kabylie ? Puis, presque à la veille du bac, les voilà revenus, passant normalement leurs examens malgré le handicap d'une absence de trois semaines. Que s'était-il passé ? Quelques jours après le 8 mai, ils avaient été contactés par Bennai qui leur fit part d'une décision de la direction du PPA, du moins de ceux qui se trouvaient en poste dans le suivi opérationnel des évènements. Auparavant, il n'était question que d'animer et intensifier de grandes manifestations pacifiques pour l'indépendance. Devant le déchaînement d'une répression violente et massive, la directive fut donnée d'engager dans un délai très court (une date avait été fixée) des actions armées partout avec l'intention déclarée de soulager les populations du Constantinois. Nos camarades ont aussitôt rejoint la Kabylie et mis en place des préparatifs à la hâte. Mais le caractère irréaliste et même dangereux de la directive est apparu à certains de ses auteurs de la capitale, qui après coup ont lancé un contre-ordre annulant la décision d'extrême justesse.

On a vite constaté dans la population qu'après la peur et les méfiances, un climat nouveau s'était créé. La répression sanglante et multiforme avait obtenu l'effet contraire. Quand je pense à cette période, j'entends toujours remonter en moi un chant qui s'était répandu vers les moindres recoins du pays, comme quelques années auparavant Min Djibalina ou Ekker a mis Oumazigh « . On aurait dit que l'auteur anonyme de ce chant était le peuple tout entier, tellement chacun de nous reconnaissait son propre chagrin et la colère froide qui nous habitait dans les paroles simples et la poignante mélodie de « *Hayyou ech-chamal, ya chabab, hayyou ech-chamal Ifriqi.*

A ces moments les plus difficiles, quand toutes les liaisons organiques des partis et mouvements patriotiques étaient coupées et la population se méfiait des mouchards et des provocateurs, ces couplets étaient repris à voix basse dans les groupes d'amis proches, les petits rassemblements clandestins informels et jusque dans les familles. Ils appelaient la jeunesse à ne pas oublier et à se dresser sans peur pour la liberté.

« Hadhi l'ghabina, la tensa ! hadhi lghabina, wa fransa la âmlat fina la tensa ! Cette grande peine, ne l'oublie pas; n'oublie pas ce que la France a fait de nous; 'Ala Staifiya, ya houzni, 'ala Stayfia, bet-tayarat qatlou nissa wa banat », contre les Sétifiens ô ma tristesse, avec les avions ils ont tué femmes et fillettes;

Qoumou ya nass, lil watan, qoumou ya nass, lil 'amal; debout ô gens, pour la patrie, dressez-vous pour l'action, ma t'khafouch man dharb errssas, ne craignez pas les balles ».

L'affirmation de dignité et de courage face au malheur était bien l'état d'esprit dominant, même quand la peur rendait les gens méfiants. La provocation massivement terroriste et raciste de la grosse colonisation avait cristallisé un nouveau palier de l'esprit de résistance nationale. Son effet se prolongera et se renforcera avec l'accentuation de la répression coloniale au long de la deuxième moitié des années quarante. C'est ainsi qu'avec « Hayyou Ech-chamal » en arabe, d'innombrables expressions populaires reflétèrent ce sentiment, ancré d'un bout à l'autre du pays. Les strophes en kabyle (sur un air de la résistance nationale irlandaise) de « Si L'dzayer âr Tiz Ouzou » que le regretté Ait Amrane avait

composées après les sauvages interventions des forces répressives françaises à Sidi Ali Bounab, évoquaient comment ils avaient démolé les maisons, éventré les ikoufiyen et détruit leurs réserves de vivres, humilié les populations jusqu'à obliger par exemple un vieillard à circuler tout nu dans le village sous les yeux des siens.

Ces strophes douloureuses mais non plaintives, affirmations de dignité et de courage, étaient porteuses des étincelles d'une révolte qui ne s'était jamais éteinte

Il était devenu apparent, après les secousses des premières semaines, que l'Algérie ne se laissait pas abattre, elle renouait avec différentes formes d'activités politiques et associatives. Un moment paralysées, elles ont été progressivement relancées, avec la montée des comités populaires contre la répression qui ont imposé des mesures de libération et d'amnistie. C'était lié aussi au rapport de forces politiques internes à la France qui s'est maintenu un moment peu après la guerre mondiale, qui a rendu possible certaines prises de conscience suite aux révélations et protestations d'une partie des forces de gauche initialement trompées et désinformées par les réflexes et les mentalités colonialistes. Un indice parmi d'autres, le directeur d'école qui avait menacé mon père fut déplacé par les autorités académiques pour faute professionnelle. Car entre-temps, le cheikh Boumendjel, pédagogue reconnu et respecté, s'était battu avec acharnement sur un plan administratif pour ne pas laisser sans riposte l'insulte de ceux qui étaient censés nous « civiliser ».

Parallèlement, avec des tâtonnements, se mettaient en place de nouvelles combinaisons des formes de lutte entre politique et résistance armée. Après leur bref retour à Alger pour les examens, nos camarades originaires de Kabylie sont repartis dans leur région pour y mener durant l'été le même travail illégal et persévérant que nombre d'autres cadres menaient dans le reste du pays. Ils ont établi dans ces montagnes les bases d'une organisation sérieuse. En août 1946, j'appris avec douleur la mort au maquis de l'un d'entre eux, Ali Laimèche à l'âge de dix neuf ans, terrassé par le surmenage et la maladie. Ses compatriotes venus de partout lui firent des obsèques impressionnantes. Plus tard, en 1947, ses compagnons assisteront à la rencontre centrale du PPA, petit congrès où ils furent en dépit de diverses réticences, les ardents promoteurs de la création d'une organisation spéciale armée, l'OS dont l'Algérois Belouizdad fut le premier responsable. Ils activeront dans le même sens jusqu'à la crise de 1949, non sans avoir assis les noyaux d'une organisation combattante sur un solide socle politique, fondé sur la jonction entre sensibilité populaire et de patients efforts éducatifs pour l'acquisition de repères doctrinaux.

Evolutions ultérieures et enseignements

Ce travail persévérant s'appuyait sur le sentiment de centaines de milliers de femmes, hommes et enfants algériens brûlés par l'espoir d'en finir avec l'injustice quel qu'en soit le prix. Chez les plus conscients et les plus formés politiquement, les avis divergeaient seulement sur les modalités, le moment, les opportunités des formes de résistance armée, leur lien avec les formes de mobilisation politique. Les activités du mouvement des SMA déjà bien avant 1945 étaient concrètement et sagement orientées vers ce genre de perspective. Je me souviens comment en 1944 nous sommes allés un groupe de trois vers les monts de Tablat du côté des Beni 'Atiya où s'était écrasé un avion militaire avec l'espoir d'y récupérer des armes. Ce genre de quête était facilité par la présence de troupes américaines de passage vers le front de Tunisie, prêtes à se délester d'équipements contre

des légumes frais ou de l'alcool. Mustapha Harrou, prestigieux gardien de buts du Riadha Club eut la face traversée de la mâchoire à l'oreille opposée par une balle d'une sentinelle anglaise en cherchant à s'introduire dans leur camp militaire, d'où sa réputation de « chat aux sept vies » ; il sera plus tard dans l'OS et l'un de ceux (tous arabophones) qui sauvegarderont en 1949 en connaissance de cause le stock des brochures « L'Algérie libre vivra (Idir El Watani)» que des dirigeants du MTLD voulaient à tout prix retrouver et détruire. Un autre de mes amis, Ali Souag, avait expédié un âne porteur d'un chouari enflammé autour d'un dépôt américain pour détourner l'attention des sentinelles et s'emparer d'équipements. Il est vrai que ce champion de demi-fond de l'USMA était une des têtes brûlées du village. Il m'avait juré que jamais il ne baisserait les yeux devant le brigadier de gendarmerie qui le croisait toujours d'un air provocant. Ce qui lui valut plusieurs passages à tabac et nombre de séjours en cellule. Il tint parole sans jamais se décourager, En 1957 les parachutistes français exposèrent plusieurs jours sur la place centrale son corps criblé de balles en même temps que celui de Daoud Abdelqader, cafetier à qahwat Essardjan, ancien routier des SMA et trésorier de la cellule communiste de Larbâa, ils avaient été tous deux parmi les premiers à monter au maquis de la région.

Rien d'étonnant car cet état d'esprit de rébellion anticoloniale était spontanément ancré même chez les plus prudents. Après l'indépendance, mon père homme réservé s'il en fut, m'avoua vingt ans après avoir subi avec rage la menace de son directeur, que ces jours là, seule la pensée de sa famille nombreuse a fait qu'il n'osait plus ouvrir le tiroir où il gardait son arme, de peur de céder à un moment de colère contre l'humiliation raciste. « Quand les journaux et la radio ont annoncé l'insurrection du 1er novembre 54, me dit-il, j'ai respiré et me suis senti délivré ».

Comment pouvait-il en être autrement quand même les étrangers, quand ils étaient suffisamment informés, s'étonnaient que des insurrections n'aient pas déjà eu lieu. Cinq ans après, dans l'été 1950, j'étais allé en Europe au Congrès de l'Union Internationale des Etudiants pour représenter l'AEMAN (Association des Etudiants Musulmans de l'Afrique du Nord) dont j'étais le président. Après mon allocution où j'avais parlé du 8 mai 1945 en indiquant le chiffre donné par les organisations nationales de quarante mille (40 000) victimes, plusieurs délégués d'Europe sont venus me trouver pour me demander si le texte imprimé que j'avais distribué ne contenait pas une erreur sur le nombre de zéros. L'énormité du massacre leur paraissait impensable. Quand je leur ai confirmé et expliqué les faits, deux d'entre eux se sont exclamés « Mais pourquoi n'avez-vous pas pris les armes pour vous libérer ? » Ils pensaient aux résistances d'Europe contre l'occupation nazie ou à la première guerre du Viet Nam qui faisait rage. « Ce n'est pas l'envie qui en manque aux jeunes algériens, leur ai-je dit, mais ce n'est pas si simple d'y arriver ». Et leur ai cité l'exemple de l'OS qui venait d'être démantelée par la police française.

Les faits nous avaient montré en effet en 1945 (comme ils le montreront plus tard avant et après le 1er novembre 1954) que l'articulation nécessaire entre l'action dans ses formes politiques non violentes et l'action dans ses formes armées (et néanmoins politiques dans leur contenu) est une question décisive mais également complexe et difficile à maîtriser. Le mouvement national a eu besoin d'accumuler les expériences. Le mois de mai 45 a été l'un des exemples de ces tâtonnements sur une voie que le mouvement algérien de libération n'avait pas encore exploré dans ses formes modernes, différentes de celles de la résistance à la conquête coloniale du 19ème siècle.

Tout cela mériterait études et recherches, pour sortir des exposés purement triomphalistes et qui présentent de façon simpliste les cheminements vers l'option et la concrétisation de la lutte armée, abordée isolément ou en opposition avec le reste des formes de lutte et motivations de tout un peuple.

A ce propos et délibérément, je n'ai pas abordé dans ce témoignage des aspects, et analyses qui ont leur importance et avaient fait problème: la gestion des événements et des évolutions par les différents acteurs politiques nationaux, telle que je l'avais perçue alors ou telle qu'elle m'est apparue plus tard à la lumière de nouvelles informations et d'expériences ultérieures.

Que penser par exemple des analyses des dirigeants du PCA tels que Amar Ouzegane (et de ses inspirateurs au PCF tels que André Marty), qui à l'époque avaient d'abord attribué la responsabilité de ces événements à des provocations nationalistes qui auraient fait le jeu de la grosse colonisation et du nazisme, avant de revenir sur cette erreur grossière et d'engager une campagne de masse contre la répression colonialiste et l'amnistie en faveur de tous les emprisonnés et condamnés ? A ce propos, j'ai toujours été intrigué par le fait que des dirigeants nationalistes n'ont cessé d'occulter le rôle majeur de Ouzegane dans ces prises de position sectaires et erronées. J'ai entendu souvent et directement à cette époque ses discours antinationalistes imprégnés d'une grande hargne personnelle allant au-delà de convictions collectives. D'autant plus intrigant que cette occultation assumée et prolongée par la même personnalité dans ses publications et mémoires, s'est accompagnée de façon récurrente dans certains milieux de vives critiques paradoxalement dirigées contre les orientations ultérieures qui ont remis ce parti sur les rails de positions nationales en condamnant les erreurs que le principal concerné s'était refusé à reconnaître.

Parallèlement, que penser aussi de la vigilance et de la maîtrise insuffisantes des dirigeants nationalistes en place à cette époque envers les projets à peine cachés des colons et de l'administration française au cours des mois précédents de se livrer prochainement à une grande provocation pour briser l'expression ascendante et tumultueuse du mouvement national ? Comment apprécier également la précipitation, heureusement corrigée à temps, à décréter un mot d'ordre d'insurrection avec seulement des masses chauffées à blanc sans orientations politiques ni préparation organique adéquates ? Quels enseignements auraient pu être tirés enfin de ces événements pour assurer aux évolutions ultérieures du mouvement national et social un caractère encore plus unitaire, moins populiste et spontanéiste, plus attentif aux environnements régionaux et internationaux ? Voilà qui, à ce jour encore, pourrait donner lieu à des réflexions et des débats utiles pour tous, pour peu que soient mis au second plan les a priori et procès d'intention idéologiques.

Il reste que l'Histoire retiendra l'essentiel : l'impossibilité sur le long terme aux forces rétrogrades de barrer la route aux mouvements légitimes issus des profondeurs et de nature foncièrement démocratiques et sociaux, même s'ils s'expriment initialement dans des formes impulsives, insuffisamment maîtrisées au regard de l'efficacité et des intérêts réels.

Il en fut ainsi de l'élan national algérien momentanément brisé dans le sang en 1945, comme ce fut le cas aussi des révoltes prémonitoires et massacres de Yen Bay en Indochine avant 1939 ou des massacres de Madagascar après la deuxième guerre mondiale. L'important, et c'est une condition essentielle, c'est que les aspirations puissantes parviennent à trouver des relais politiques suffisamment à leur hauteur, qui ne se traînent pas démagogiquement à la remorque de la spontanéité pour d'étroits calculs politiques et

de clans.

Je terminerai par une remarque non moins importante et d'une portée actuelle. Un tort considérable a été porté à l'évolution de l'Algérie indépendante par l'assimilation ou l'identification mécanique et totalement erronée des situations, des rapports de pouvoir et des formes de lutte qui ont prévalu pendant l'occupation coloniale et celles correspondant à l'Algérie libérée de la domination étrangère directe.

La remarque concerne notamment et en premier lieu l'utilisation ou la menace de la violence armée. C'est une faute grave des pouvoirs en place ou aspirant à les remplacer que de recourir (pratique déjà amorcée au cours de la guerre de libération) aux mêmes moyens (chantage des armes et tous ses succédanés en coups tordus et chapes de plomb) que ceux utilisés par les colonialistes pour maintenir leur « ordre » et leur leadership, alors que les champs d'action et les moyens politiques et pacifiques pouvaient s'ouvrir largement à notre peuple en 1962. C'est aussi une erreur sérieuse des courants ou formations politiques contestataires (et même une faute pour ceux de leurs dirigeants qui le font consciemment et persistent dans cette voie) que de vouloir recourir à des formes d'opposition armée alors que les voies et moyens politiques pacifiques existants ou susceptibles d'émerger et de s'imposer sont restés ridiculement sous-estimés et inutilisés.

La sous-estimation de ces possibilités, fruit d'insuffisances et de perversions politiques entremêlées, s'est alimentée mutuellement entre le pouvoir et les oppositions y compris quand ces dernières se sont réclamées d'objectifs ou de motivations démocratiques. La mémoire et l'histoire de la période coloniale, au lieu de nous enfoncer dans l'idée erronée que l'action armée est la seule noble ou qu'elle convient à toutes les situations, doit plus que jamais nous inciter à restaurer prioritairement et au plus haut niveau possible l'efficacité et la noblesse de l'action politique démocratique, dans une Algérie déjà harassée de conflits improductifs et sans principe, alors que les appétits impérialistes multiformes investissent notre région, génétiquement prêts à renouveler sans état d'âme les turpitudes coloniales.

S.H. 8 mai 2007

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Sadek Hadjerès](http://Mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2007

Articles Par : [Sadek Hadjerès](http://Mondialisation.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca